

Jure Georges VUJIC¹



CONSTANTES ET VARIABLES SUR L'ÉCHIQUIER CAUCASIEN

Résumé : En tant que macro-région de l'Asie centrale, le Caucase, loin de constituer un ensemble géographique et ethnique homogène, recouvre des réalités géographiques et géo-historiques diverses. Paradoxalement, cette macro-région est à la fois une région enclavée et pontique, puisqu'elle est un espace intermédiaire entre l'Europe et l'Asie, ce qui explique qu'elle est, du Nord au Sud, au centre des dialectiques géopolitiques et géoéconomiques endogènes, à la fois centrifuges et centripètes, entre le piémont et la montagne², entre le « grand Caucase » et le Caucase « global » qui constitue une sorte de Caucase *opérateur*, lequel en raison de ses richesses en hydrocarbures est au cœur des stratégies régionales et globales rivales de désenclavement et de contrôle entre les puissances rivales : la Russie, la Turquie, l'Iran, les États-Unis et l'UE³. C'est ainsi que le Caucase constitue un échiquier majeur pour le contrôle de l'espace eurasiatique,

1. Diplomate et géopoliticien franco-croate, il est le directeur de l'Institut de géopolitique et de recherches stratégiques de Zagreb (Croatie) et chercheur à l'Académie de Géopolitique de Paris et membre de son conseil scientifique. Il est l'auteur de *La pensée radicale. Introduction à la phénoménologie de la radicalité politique* (Zagreb, Alpha, 2015), *Les convergences liberticides. Essai sur les totalitarismes bienveillants* (Paris, l'Harmattan, 2022) ou encore *Le Géoconstructivisme. L'Art de faire et de défaire les États* (Paris, éd. de l'Académie de Géopolitique de Paris, 2022).

2. Le terme piémont désigne aussi plus généralement la zone géographique située au pied d'une chaîne de montagnes et ayant des liens d'ordre physique, démographique ou économique avec celle-ci. Vr. : Baud Pascal, Bourgeat Serge, Bras Catherine, *Dictionnaire de géographie*, Paris, Hatier, juillet 2018, p. 358.

3. Géographiquement et sur une ligne Nord-Sud, le Caucase est partagé entre le Caucase du Sud, appelé Transcaucasie, englobant la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la région de Kars (Turquie), et le Caucase du Nord, appelé Ciscaucasie, situé en Russie et incluant les républiques de Karatchaïévo-Tcherkessie, de Kabardino-Balkarie, d'Ossétie du Nord, d'Ingouchie, de Tchétchénie et du Daghestan. Administrativement, la Ciscaucasie inclut aussi la république d'Adyguée, le kraï de Stavropol et le kraï de Krasnodar.

soumis à la fois à des constantes géographiques et géo-historiques, et à des variables et dynamiques géopolitiques, le plus souvent asymétriques voire paradoxales.

Mots-clés : Asie centrale, Caucase, Constantes, Variables, Échiquier, Géographie, Géopolitique, Géohistoire, Géo-économie, Macro-région, Désenclavement, Dialectiques, Géostratégie, Hydrocarbures, Contrôle, Rivalités, Puissances, Russie, Turquie, Iran, États-Unis d'Amérique, Union Européenne, Espace eurasiatique, Dynamiques, Asymétrie, Paradoxe.

CONSTANTS AND VARIABLES ON THE CAUCASIAN CHESSBOARD

Abstract: *As a macro-region of Central Asia, the Caucasus, far from constituting a homogeneous geographical and ethnic whole, covers diverse geographical and geo-historical realities. Paradoxically, this macro-region is both a landlocked and Pontic region, since it is an intermediate space between Europe and Asia, which explains why it is, from North to South, at the center of geopolitical and geo-economical endogenous dialectics, both centrifugal and centripetal, between the piedmont and the mountains, between the "greater Caucasus" and the "global" Caucasus which constitutes a sort of operational Caucasus, which due to its wealth in hydrocarbons is at the heart of rival regional and global strategies of opening up and control between rival powers: Russia, Turkey, Iran, the United States and the EU. This is how the Caucasus constitutes a major chessboard for the control of the Eurasian space, subject both to geographic and geo-historical constants, and to geopolitical variables and dynamics, most often asymmetrical or even paradoxical.*

Key words: *Central Asia, Caucasus, Constants, Variables, Chessboard, Geography, Geopolitics, Geo-history, Geo-economics, Macro-region, Opening up, Dialectics, Geostrategy, Hydrocarbons, Control, Rivalries, Powers, Russia, Turkey, Iran, United States of America, European Union, Eurasian space, Dynamics, Asymmetry, Paradox.*

Le Caucase dans le nouveau « Grand jeu »

Pour l'Occident et les États-Unis, le contrôle du Caucase assurait l'accès au corridor géostratégique, établi dès la fin de l'Empire tsariste entre les ports géorgiens de la mer Noire et Bakou – capitale de l'Azerbaïdjan, sur la mer Caspienne – et donnant accès aux ressources d'hydrocarbures, et tout en ouvrant d'autre part une porte stratégique vers le nord du « Grand Moyen-Orient », vers l'Asie centrale et le Xinjiang. Cette constante géopolitique, qui s'inscrit dans le théâtre pluriséculaire du « Grand jeu », a été doublée d'une approche économique et financière, (programmes de développement) et d'intégration des États caucasiens (Azerbaïdjan, Géorgie, Arménie) dans les structures internationales.

L'Union Européenne (UE) intégrera la Géorgie au Conseil de l'Europe⁴ dès 1999, puis l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 2001, avant de leur proposer sa « politique de voisinage » (2004) puis de « partenariat oriental » (2008). L'approche étasunienne

4. Ne pas confondre le Conseil de l'Europe avec le Conseil de l'Union Européenne.

vis-à-vis de cette région était pour sa part largement influencée par les thèses géopolitiques de Zbigniew Brzezinski, considérant les trois États caucasiens comme les piliers de la « *Silk Road Strategy Act* », qui définit le cadre d'une aide américaine dans la région incluant un volet militaire. Dans cette perspective, l'espace sud-caucasien devait constituer une alternative de transport crédible permettant d'évacuer le pétrole et le gaz azerbaïdjanais vers le marché mondial, sans passer ni par le territoire russe, ni par l'Iran (stratégie de « contournement » et d'« endiguement »).

Ainsi, le découplage des nouveaux États indépendants de leur ancienne puissance tutélaire devait coïncider avec un « refoulement » (« *Roll back* ») de la Russie sur l'ensemble de son flanc sud. De cette stratégie découlent ainsi plusieurs décisions significatives, dont l'installation en Géorgie dès 2002 d'un petit contingent de conseillers militaires américains, puis le *forcing* entamé par le Président américain George Bush (2001-2009) pour faire admettre au plus vite la Géorgie et l'Ukraine au sein de l'OTAN, en dépit des avertissements très clairs des responsables russes qui interprètent cette démarche comme un geste hostile inacceptable.

Un équilibre régional fragile

La fragilité de l'équilibre géopolitique caucasien s'explique en grande partie par la reconfiguration équivoque et déséquilibrée de l'espace postsoviétique et sa transformation en CEI (Communauté des États Indépendants), de sorte que l'on pourrait dire que cet espace au statut ambigu, indéterminé et flou, constitue le rejeton de l'accord de Minsk de 1991, lors de la dislocation « négociée » de l'Union soviétique.

En effet, les trois présidents russe, biélorusse et ukrainien, ont pris acte de l'existence de l'URSS, le 8 décembre 1991 à Minsk (Biélorussie), en s'accordant pour fonder la Communauté des États Indépendants (CEI) à laquelle ont adhéré en 1993 l'Azerbaïdjan, la Moldavie, et la Géorgie, sous la pression des conflits en cours. Loin d'être une structure interétatique fonctionnelle homogène, voir une communauté d'États réellement indépendants et souverains, la CEI s'est très vite retrouvée instrumentalisée par des intérêts divergents : ceux de la Russie, qui y voit un espace de son « étranger proche » sur lequel elle revendique des droits et une tutelle particulière – ceux de l'Ukraine, qui l'a toujours perçue comme un mécanisme de règlement post-soviétique pour le partage des biens (flotte, ambassade, etc.) ; alors que pour d'autres, elle représente une sorte d'Union Européenne de l'Est, gravitant dans le giron de Moscou et qui devait se doter de structures décisionnelles communes. La sécurisation des oléoducs et autres infrastructures sensibles constituent l'un des principaux facteurs de militarisation de la région, car

l'ensemble des zones en conflit sont situées à proximité ou traversées par des projets d'oléoduc ou de gazoduc en provenance d'Asie centrale, via l'Azerbaïdjan.

Le Caucase, de par son hétérogénéité ethnique et religieuse, allait très vite s'illuster, avec la guerre en Tchétchénie, en tant que facteur centripète et déstabilisateur de la CEI, et cette déstabilisation, malgré le retour à l'ordre par la répression militaire russe, se fera sentir avec l'extension d'actes terroristes aux républiques voisines, du Daghestan à la Karatchaïévo-Tcherkessie (plus l'inconsistance de la stratégie des autorités russes dans la région⁵).

D'autre part, la guerre éclair d'août 2008 entre la Géorgie et la Russie est venue compliquer davantage la situation dans le Caucase en tant qu'ensemble régional singulier. En dépit de l'absence d'une stratégie équilibrée efficiente de la Russie dans la région, les différentes approches diplomatiques et géopolitiques relatives au règlement des divisions internes du Caucase sont largement dépendantes des perceptions, des représentations que s'en font les occidentaux, les américains mais aussi les russes.

Le « vrai » Caucase (Transcaucasien) couvrirait l'espace comprenant les trois États indépendants du Caucase du Sud (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie), alors que la région Cis-caucasienne, montagneuse et « enclavée » constituerait quant à elle le « Caucase profond ». Dans ce schéma, la Russie est considérée – bien qu'elle domine pratiquement tout le versant nord de la chaîne – comme un acteur extérieur, le plus souvent présenté comme une puissance désireuse de reconquérir une marche stratégique perdue⁶.

Les leçons géopolitiques du conflit du Haut-Karabagh en 2020

Le réveil de « conflits gelés » dans cette région constitue au long terme une menace polémogène pour l'équilibre régional précaire. Il convient notamment de souligner que la résurgence de ce conflit du Haut-Karabagh en 2020 (aussi appelé Seconde guerre du Haut-Karabagh) après vingt ans de trêve relative – dans la province arménienne de Tavush et le district azerbaïdjanais de Qazax ainsi que le long de la frontière avec l'Arménie, dans un contexte où la Russie est préoccupée par la crise ukrainienne – pourrait encourager les deux parties, mais surtout l'Azerbaïdjan,

5. Malachenko A., « Severnyi Kavkaz : kogda zakonchilas voïna » (Caucase-Nord, quand la guerre s'achève), *Pro i Kontra*, septembre 2008.

6. Vr. : Radvanyi Jean, « Caucase : la marche turbulente de la Fédération de Russie », *Hérodote*, n° 138, 2010/3, pp. 8-26, lien : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2010-3-page-8.htm> (consulté le 26 avril 2024).

à profiter de l'occasion pour une solution militaire définitive au différend territorial avec l'Arménie.

D'autre part, ce conflit s'inscrit aussi dans le contexte de l'expansion de la sphère occidentale en Europe de l'Est, dans certaines parties de l'ex-URSS – Moldavie, Ukraine et Géorgie. L'escalade du conflit dans la région du Haut-Karabagh permettrait d'affaiblir l'aile sud de la Russie dans le Caucase et en Asie centrale, déstabilisant ainsi sa périphérie. Cependant, l'initiative de paix du Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine à Sotchi, ainsi que l'inquiétude des États-Unis quant à d'éventuelles implications régionales négatives, montrent qu'une solution pacifique et le maintien du *statu quo* dans la région sont néanmoins privilégiées. Vladimir Poutine avait pris une initiative concrète pour mettre fin au conflit, en rencontrant séparément les présidents d'Arménie et d'Azerbaïdjan, mais également lors d'une réunion conjointe. C'était à Sotchi, les 8 et 9 août. Poutine, Sargsyan et Aliyev ont convenu qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit du Haut-Karabagh. Lors de la réunion, Sargsyan et Aliyev ont par ailleurs convenu qu'une solution politique devait être trouvée conformément aux principes du droit international. Toutefois, lors de la réunion, Aliyev avait accusé la partie arménienne de ne pas mettre en œuvre la décision du Groupe de Minsk de l'OSCE sur le retrait des forces arméniennes du Karabagh, tandis que Sargsyan avait accusé l'Azerbaïdjan de ne mettre en œuvre aucune décision du Groupe de Minsk et d'« *une escalade délibérée du conflit* ».

L'impact de la guerre en Irak et Syrie sur la stabilité du Caucase a démontré d'autre part l'importance géostratégique de cette région pour la stabilité régionale mais aussi globale. En effet, il convient de rappeler que les moudjahidines tchéchènes, qui luttèrent contre Moscou depuis des années, soutenaient la partie islamique de l'opposition syrienne. Même si la guerre en Tchétchénie a officiellement pris fin en 2009, la situation sur le terrain reste tendue. En outre, les incidents et les attaques de guérilla ont considérablement augmenté en Ingouchie et au Daghestan voisins. Il convient de rappeler que la Russie avait envoyé des forces militaires supplémentaires dans cette région, précisément en raison du risque de propagation du conflit aux régions voisines. La Russie a toujours eu la crainte que l'établissement d'un régime islamiste à Damas (Syrie) puisse affecter l'équilibre et la stabilité de l'ensemble de la région. En outre, les conflits interethniques syriens pourraient se déplacer vers le Sud et le Nord du Caucase en raison de l'arrivée des réfugiés syriens. Il convient de rappeler les 100 000 circassiens ayant fui le Caucase du Nord vers la Syrie dans la seconde moitié du XIX^e siècle, après la conquête de la région par l'armée impériale russe. Fin 2011, des représentants circassiens ont

demandé aux autorités russes de les autoriser à rentrer. Les circassiens étant également musulmans, Moscou craignait que leur retour massif ne renforce leurs aspirations pro-islamiques en Tchétchénie. La Syrie était également l'une des principales destinations des réfugiés arméniens, avec l'Iran. La diaspora arménienne en Syrie comptait 80 000 personnes. L'année dernière, 6 000 syriens arméniens ont fui vers l'Arménie. En Syrie, bien qu'ils se déclarent officiellement arméniens neutres (ils sont pour la plupart chrétiens), ils soutiennent le régime de Bachar el-Assad car les rebelles syriens ont incendié leurs églises, leurs écoles et leurs maisons, ainsi que tué plusieurs de leurs membres.

La réactivation du conflit gelé entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie a également eu un impact sur les relations entre les puissances régionales du Caucase et du Moyen-Orient avec la Russie. En effet, la Russie craignait que l'établissement d'un gouvernement pro-islamique en Syrie ne renforce « *les tendances au radicalisme islamiste dans le Caucase* » tout en renforçant en même temps la position des États-Unis, qui pourraient « *fournir aux séparatistes des ressources financières et militaires* ».

La poursuite de l'escalade des conflits au Moyen-Orient, en Irak et en Syrie, peuvent certainement contribuer à l'ouverture ou à l'aggravation de conflits ethniques et religieux gelés dans le Caucase (du Nord et du Sud).

Selon les médias iraniens, l'Azerbaïdjan aurait participé à l'armement de l'opposition syrienne. C'est pour cette raison que les relations entre l'Iran et l'Azerbaïdjan se sont considérablement détériorées au cours des dernières années. L'Azerbaïdjan entretient notamment des liens économiques et militaires étroits avec Israël, le deuxième importateur de pétrole et de gaz azerbaïdjanais. Ces dernières années, les États-Unis et Israël ont financé directement la modernisation des forces armées azerbaïdjanaises. L'Azerbaïdjan a autorisé Israël à accéder à une base aérienne militaire près de la frontière nord de l'Iran qui peut être utilisée pour des frappes aériennes contre l'Iran. En 2011, l'Azerbaïdjan et Israël ont signé un accord sur le commerce des armes d'une valeur de 1,6 milliards de dollars.

D'un point de vue géopolitique, la stabilité de l'Azerbaïdjan est importante pour l'Iran, conscient que l'Azerbaïdjan pourrait devenir un « facteur perturbateur » régional susceptible de déstabiliser l'Iran. En effet, l'Azerbaïdjan occupe une position stratégique sur les rives de la mer Caspienne, riche en ressources énergétiques et située à la frontière nord-ouest de l'Iran. Les relations entre l'Iran et l'Azerbaïdjan étaient tendues depuis la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie au sujet du Haut-Karabagh, de 1992 à 1994 (ou la Première guerre du Haut-Karabagh), au

cours de laquelle l'Iran et la Russie ont aidé l'Arménie. Les États-Unis soupçonnent l'Arménie d'aider l'Iran à développer son programme nucléaire. L'Azerbaïdjan et l'Iran sont également en conflit à propos du contrôle des sources pétrolières de la Caspienne. L'Iran est convaincu que les États-Unis tentent d'instrumentaliser les tensions ethniques et régionales pour réaliser leurs intérêts géostratégiques au Moyen-Orient.

Un scénario de guerre totale entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie a toujours eu des implications à la fois régionales et mondiales. La question de la sécurité énergétique place également la région au centre de l'attention de la communauté internationale : l'escalade du conflit menace la sécurité des gazoducs et oléoducs de l'Azerbaïdjan, ainsi que les centrales nucléaires d'Arménie, qui sont d'une importance stratégique pour l'énergie européenne.

Il faut également tenir compte des alliances régionales : la Turquie, en tant que membre de l'OTAN, est le principal allié de l'Azerbaïdjan, ce qui signifie que les conséquences d'un conflit militaire auraient des effets irréversibles quant à l'initiation d'alliances militaires et à la militarisation du pays. L'Arménie a toujours appelé à la « solidarité chrétienne » avec la Russie, qui dispose de bases militaires sur son territoire. La Russie accorde un grand intérêt stratégique et politique au Haut-Karabagh, car la situation y est similaire à celle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

Bien que l'Iran soit resté neutre lors de la dernière guerre, on ne peut exclure qu'il adopte une position pro-arménienne plus proactive et plus engagée. Il est donc clair qu'en cas d'escalade du conflit, ce dernier ne pourrait pas être isolé au niveau local, mais s'étendrait certainement à la région par une réaction en chaîne de diverses alliances régionales, politiques et militaires.

Le contrôle total du Haut-Karabagh par un camp ou l'autre est presque impossible, principalement en raison de la configuration du terrain. Il est donc possible de continuer à s'attendre à des conflits sporadiques, à des démonstrations de force militaire et à des victoires politiques en jouant la carte du nationalisme. Autrement dit, en cas de guerre les forces azerbaïdjanaises devraient encercler le Haut-Karabagh, couper le couloir vers l'Arménie, puis avancer lentement vers les villes et les occuper. La configuration du terrain montre que les défenseurs arméniens sont dans une bien meilleure position.

D'autre part, il ne faut pas oublier que le contexte géopolitique actuel est différent de celui des années 1990, lorsqu'eut lieu la première guerre autour du Haut-Karabagh. Cela signifie que l'escalade du conflit dans le Caucase contribuerait à

une fragmentation accrue de cette zone, celle de « l'étranger proche ». L'intérêt russe pour cette région est incontestable. Il ne faut pas oublier que le conflit en Ukraine a commencé après la décision de l'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch de rejoindre l'Union douanière dirigée par la Fédération de Russie au lieu de l'Union Européenne. L'union douanière comprend déjà la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie. L'Arménie devait en devenir le quatrième membre.

Dans un tel contexte, la stabilité régionale et la paix dans le Caucase sont nécessaires à la réalisation du bloc commercial eurasiatique de Poutine, qui permettait aux russes de se soustraire plus facilement aux sanctions occidentales. Tout cela indique que l'intérêt d'ouvrir un conflit au Haut-Karabagh était partagé par ceux dont l'objectif n'est pas le *statu quo* dans cette région et qui veulent en réalité déstabiliser la Russie par ce biais. Dans un tel cas, des dommages collatéraux se produiraient également en Europe en raison de l'(in)sécurité de l'approvisionnement en gaz et en pétrole de la Caspienne.

Les implications de l'accord de paix du 9 novembre 2020

Le 9 novembre 2020, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie ont signé un accord mettant fin au conflit militaire dans la région du Haut-Karabagh, après plus d'un mois de guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

La Russie, qui se positionne comme garante de l'accord susmentionné, a réussi à se positionner géopolitiquement dans le Caucase du Sud dans la zone de son « étranger proche », comme zone d'influence géopolitique russe.

Avec l'accord de paix et la victoire de son allié l'Azerbaïdjan, la Turquie a renforcé sa position géopolitique régionale dans le Caucase du Sud, créant les conditions préalables au renforcement de ses intérêts en matière géo-énergétique dans la région. Selon l'accord susmentionné, les forces russes de maintien de la paix seront déployées le long de la frontière du Haut-Karabagh et le long du couloir entre cette région et l'Arménie. 2 000 soldats ont été déployés dans le cadre de la mission de maintien de la paix de Moscou, qui dure 5 ans et comprend des soldats précédemment déployés en Syrie.

L'accord met fin à une guerre au cours de laquelle plusieurs milliers de personnes sont mortes.

Une nouvelle escalade de la guerre menacerait la stabilité de la région élargie du Caucase, étant donné que la Turquie soutient l'Azerbaïdjan, tandis que la Russie a un accord avec l'Arménie, où elle a sa base militaire. La signature de l'accord intervient alors que les forces azerbaïdjanaises ont réalisé d'importants gains territoriaux

sur le champ de bataille, s'emparant de la ville stratégique de Sushî, la deuxième plus grande ville de la région contestée, à seulement 15 km de la capitale Stepanakert. L'Arménie doit restituer les districts de Kelbadjar et d'Agdam de là au 20 novembre, ainsi que le district de Latchine avant le 1^{er} décembre. Ces zones sont sous contrôle arménien depuis la guerre dévastatrice des années 1990. Selon l'accord de paix, l'Arménie est définitivement le plus grand perdant et doit accepter d'importantes concessions territoriales en faveur de l'Azerbaïdjan, l'Arménie devant progressivement restituer à l'Azerbaïdjan 7 zones entourant le Haut-Karabagh.

Les arméniens du Haut-Karabagh conservent la capitale Stepanakert, dont les forces azerbaïdjanaises s'approchaient dangereusement, mais ils restent privés d'une grande partie du territoire de cette enclave, occupée par l'armée azerbaïdjanaise. Les zones autour du Karabakh passeraient progressivement aux mains de l'Azerbaïdjan : dans un premier temps, Agdam sera cédée le 20 novembre, Kelbadjar le 15 novembre et Latchine le 1^{er} décembre, à l'exception d'un couloir de 5 km (Stepanakert-Latchine), puisque l'unique autoroute reliant le Haut-Karabagh à l'Arménie le traverse. Ce couloir sera gardé par des soldats russes pendant les cinq prochaines années, et environ 2000 casques bleus russes seront également déployés dans la zone du Haut-Karabagh, sur les lignes de démarcation avec l'armée azerbaïdjanaise. L'Azerbaïdjan, quant à lui, dispose d'un couloir ouvert vers le Nakhitchevan, un territoire complètement séparé du reste du pays, à travers lequel il disposera d'une route de transit traversant le territoire du sud de l'Arménie.

Le positionnement russe dans le Caucase selon l'accord du 9 novembre 2020

Aux termes de l'accord de paix du 9 novembre 2020, la Russie pouvait désormais déployer des troupes d'observation intermédiaires dans le Haut-Karabagh, en plus de ses bases militaires en Arménie, et surveiller la zone vers la Turquie et le corridor énergétique stratégique soutenu par les États-Unis sur l'axe Bakou-Tbilissi-Ceyhan. L'Arménie en particulier – mais aussi l'Azerbaïdjan – deviendront plus dépendantes de la Russie, et la Géorgie restera limitée dans son approche à l'égard de l'OTAN et de l'UE. Les russes contrôleront donc les principales routes de communications stratégiques dans la région du Caucase du Sud. Avec l'accord de paix et la victoire de son allié l'Azerbaïdjan, la Turquie avait déjà renforcé sa position géopolitique régionale dans le Caucase du Sud, mais elle a été maintenue par la Russie dans le cadre d'un certain rapport de force. La nouvelle configuration géopolitique n'impliquait pas clairement un nouveau condominium russo-turc dans le Caucase

du Sud, à l'image du processus d'Astana en Syrie, revendiqué par la Turquie même si elle a renforcé son influence avec l'Azerbaïdjan.

La Turquie, avec le soutien politique et militaire de l'Azerbaïdjan et après son expansion géopolitique suite aux opérations militaires sur les territoires libyens et syriens, avait renforcé son statut de puissance régionale incontournable. La Turquie souhaitait être officiellement incluse dans le format de négociation pour un cessez-le-feu et une période post-conflit. Elle est cependant officiellement exclue de l'accord signé entre la Russie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan le 9 novembre, car elle n'en était pas signataire. Étant donné que la Turquie est membre de l'OTAN et que le Haut-Karabagh se trouve sur le territoire de la zone d'influence russe, la Turquie n'a pas obtenu le statut de partenaire égal pour l'ouverture d'un condominium russo-turc dans le Caucase du Sud, comme c'était le cas en Syrie avec le processus d'Astana. Il n'y avait donc pas de forces turques de maintien de la paix au Haut-Karabagh, à l'exception du statut d'observateur au Centre d'observation du cessez-le-feu, qui était la seule concession accordée aux turcs. Cependant, il existait encore des interprétations différentes du texte de l'accord entre la Russie, l'Azerbaïdjan et la Turquie, qui tentait de poursuivre les négociations pour maximiser leur présence.

La Russie a également fait pression sur la Turquie en bombardant les forces islamistes pro-turques en Syrie, soulignant les « lignes rouges » russes concernant les activités des mercenaires islamistes. Et si la Russie a souvent fait référence à la soi-disant alliance russo-turque, ledit accord de paix doit être interprété dans le contexte d'une alliance pragmatique russo-turque visant à créer et à partager une zone d'influence dans le Caucase du Sud au détriment des européens et des États-Unis.

La régionalisation des enjeux géopolitiques fait référence à l'évolution de la configuration géopolitique mondiale. La Russie est contrainte de se rapprocher de pays qui peuvent aussi constituer une menace à proximité immédiate (la Turquie et son expansion panturque et néo-ottomane) ou à long terme (la Chine).

Il n'y a pas d'alliance permanente entre la Russie et la Turquie, mais une confrontation pragmatique et une détermination d'intérêts tactiques communs résultant de négociations durables sur la reconfiguration des influences géopolitiques sans entrer dans une guerre frontale. Alors que la Russie a empêché l'expansion géopolitique et militaire de la Turquie en Syrie, la Turquie tente de stopper l'expansion russe en Libye et tente désormais de refouler la Russie dans la région du Caucase du Sud.

Les États-Unis tentent pour leur part d'éviter de s'impliquer dans un conflit régional direct dans la région du Caucase du Sud, mais préfèrent influencer le rôle

des États frontaliers situés aux frontières de l'« étranger proche » de la Russie, en l'occurrence la Turquie. La Russie n'est pas tombée dans le piège d'un conflit direct avec la Turquie et a poursuivi sa relation de rivalité pragmatique, mais avec des accords temporaires et incertains, pour tenter de séparer la Turquie de l'OTAN et d'affaiblir cette alliance, malgré son double-jeu.

Le 19 septembre 2023, Bakou a lancé une opération militaire d'envergure, à l'issue de laquelle les séparatistes ont accepté de déposer les armes et d'entamer des négociations sur la réintégration de ce territoire à l'Azerbaïdjan. L'Arménie a accusé la Russie, avec ses 2000 soldats de maintien de la paix russes présents au Karabakh, d'être resté passive. L'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie s'est rapproché de la Russie, pour laquelle il constitue un espace stratégique limitrophe de l'Iran avec qui la Russie entretient des échanges privilégiés. Le Président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, a d'ailleurs évoqué, aux côtés du Président turc Recep Tayyip Erdogan, sa volonté d'ouvrir le « corridor de Zangezur », une bande terrestre située sur le territoire de l'Arménie et dont l'ouverture permettrait de relier le territoire principal de l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan et à la Turquie.

La position passive et « neutre » dans la dernière guerre en 2023 marque un tournant dans l'alliance sécuritaire russe avec l'Arménie, pour la sacrifier en quelques sortes à ses intérêts économiques et énergétiques dans la région. En effet, la Russie a laissé l'Azerbaïdjan s'emparer du Haut-Karabagh, c'est tout simplement parce que « *les intérêts russes, notamment économiques, ne se trouvent plus dans le camp arménien. En 1994, à la fin de la première guerre, la Russie avait souhaité préserver un équilibre dans la région* », rappelle Claire Mouradjan.

Le gazoduc trans-anatolien partant de l'Azerbaïdjan pour déboucher en Italie représente un enjeu stratégique de poids pour les débouchés du gaz russe. Un constat partagé par Taline Papazian, politologue chargée de cours à Sciences Po-Aix, et directrice d'*Armenia Peace Initiative*, qui estime que « *l'alliance de sécurité russe est devenue néfaste pour l'Arménie depuis deux ans et demi, et est en crise ouverte depuis un an* »⁷.

En effet, le gazoduc *Trans Adriatic Pipeline* ou TAP (Gazoduc trans-adriatique) est désormais relié aux côtes iraniennes et au réseau de distribution du gazier *Snam*, lui-même interconnecté avec le reste de l'Europe et permettant d'acheminer sur le marché européen le gaz en provenance d'Azerbaïdjan en traversant le nord de la

7. Clavier Henri, « Haut-Karabakh : pourquoi l'Arménie est aussi isolée diplomatiquement ? », *Public Senat* (site internet), 4 octobre 2023, lien : <https://www.publicsenat.fr/actualites/international/haut-karabakh-pourquoi-larmenie-est-aussi-isolee-diplomatiquement> (consulté le 26 avril 2024).

Grèce (sur 550 km), l'Albanie (215 km) et la mer Adriatique (105 km) avant de rallier, sur 8 km, la plage de Melendugno, dans la région des Pouilles au sud-est de l'Italie.

D'autre part, le désengagement russe dans cette dernière guerre s'expliquerait aussi par la position « pro-occidentale » du Président arménien, Nikol Pachinian, qui s'est rapproché des occidentaux et plus particulièrement de Washington depuis la guerre en 2020 et leur soutien à l'Ukraine. L'Arménie reste cependant toujours membre de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), une alliance militaire chapeauté par la Russie. Née en 2002, celle-ci regroupe plusieurs anciennes républiques soviétiques autour de la Russie : l'Arménie, la Biélorussie, mais aussi, en Asie centrale, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Et l'Arménie accueille une base russe, à Gumri, qui compte plusieurs milliers de soldats.

La stratégie russe de contre-encerclement

La Russie poutinienne s'est efforcée d'étendre son influence géopolitique régionale dans le Caucase du Sud afin de mettre fin aux pressions géopolitiques extérieures, en appliquant une stratégie de contre-encerclement. Ainsi, face aux pressions de la Turquie – membre de l'OTAN – dans ce domaine, la Russie – qui s'est positionnée en tant que principal acteur de l'accord de paix dans la région du Haut-Karabagh, avait rétabli le contrôle du Caucase du Sud en tant que zone faisant partie de son « étranger proche ».

La Russie avait alors imposé un ordre régional géopolitique dont elle est la seule garante, excluant la Turquie du rôle d'« hégémon géopolitique » régional, en déployant ses forces militaires de maintien de la paix sur le territoire stratégique du Haut-Karabagh. Sur le long terme, après avoir remporté la guerre en Tchétchénie (1999-2000) qui menaçait son intégrité territoriale, la Russie a poursuivi son inexorable retour géopolitique sur ses anciens territoires de Russie impériale, de Transnistrie (Moldavie), d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie (guerre russo-géorgienne en 2008), l'annexion de la Crimée (2014) et maintenant l'arrivée de troupes russes dans la Haut-Karabagh. Il ne s'agit pas d'une reconquête impériale, ni d'une restauration de l'URSS, mais d'une défense ciblée des intérêts sécuritaires russes sur le territoire de l'« étranger proche ». Les points chauds, « conflictuels », actifs ou gelés (Biélorussie, Donbass en Ukraine, Transnistrie en Moldavie, Abkhazie et Ossétie du Sud en Géorgie, Haut-Karabagh), aux frontières mêmes de la Russie, forment un arc de crise constamment instrumentalisé par les puissances régionales et les puissances occidentales (Europe, USA) et les membres de l'OTAN comme la Turquie,

qui cherchent à encercler, conserver ou affaiblir l'influence géopolitique de la Russie dans la région du Caucase du Sud, partie intégrante de la zone eurasiennne.

Sous une telle pression géopolitique, la Russie intervient dans ces zones périphériques pour établir un certain équilibre régional, qui dans le cas du conflit du Haut-Karabagh a consisté à sacrifier son alliée traditionnelle pro-russe l'Arménie, en bloquant d'une certaine manière l'hypothétique rapprochement ou l'adhésion de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN. Avec le traité de paix du Haut-Karabagh en 2020, la Russie avait empêché la défaite complète de l'Arménie dans cette région, car la Russie ne pouvait pas accepter une invasion totale de cette zone par l'Azerbaïdjan, car cela serait interprété comme un affaiblissement de la Russie, et confirmerait l'influence régionale de la Turquie à travers l'Azerbaïdjan.

Les intérêts géopolitiques régionaux et énergétiques de la Turquie dans le Caucase

La Turquie est le garant de l'axe énergétique Bakou-Tbilissi-Ceyhan avec le soutien implicite des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE. La Turquie cherche également à étendre son influence géo-énergétique et géopolitique en soutenant un nouveau corridor entre la Turquie et l'Azerbaïdjan, passant par le Nakhitchevan et le sud du Haut-Karabakh, qui pourrait s'étendre jusqu'à l'Asie centrale en traversant la mer Caspienne.

La guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans la région du Haut-Karabakh met en lumière les relations entre les forces géopolitiques dans la région, notamment entre la Turquie et la Russie. Le Caucase du Sud est depuis trois décennies une zone de compétition géopolitique pour l'établissement d'une domination géopolitique régionale.

Le Haut-Karabakh est un territoire lié à l'Azerbaïdjan depuis 1921, mais habité à 97 % par des Arméniens chrétiens dans le Caucase du Sud. Le conflit arméno-azerbaïdjanais remonte à la guerre de 1988-1994, alors que l'indépendance auto-proclamée du Haut-Karabakh s'est accompagnée de l'occupation d'une grande partie du territoire par l'armée arménienne. Les relations entre Erevan et Bakou ont oscillé entre conflits sporadiques, « conflit gelé », « *statu quo* », « impasse diplomatique » ou encore « stagnation politique ».

Depuis juillet 2020, la Russie a mené un exercice militaire à grande échelle en Arménie, à la frontière turque, déployant plus ou moins 80 000 soldats. De tels

exercices ont déjà été menés dans d'autres territoires. C'est une manière de démontrer sa capacité opérationnelle et sa présence militaire dans la région. Considérant qu'il s'agit d'une action hostile, Ankara avait déployé de la même manière un gros dispositif militaire en août 2020 en Azerbaïdjan, à la frontière arménienne. Par ailleurs, à la fin de l'exercice, la Turquie a laissé du matériel aéronautique (un drone et un F16) et de l'artillerie, matériel que les Azerbaïdjanais ont utilisé depuis pour disposer d'une supériorité et d'une force technologiques. La Turquie a rapatrié une partie de ses forces aériennes et armées de Libye pour un redéploiement direct en Azerbaïdjan. Le Président Erdogan a rapidement annoncé son soutien indéfectible à son allié turc, en confirmant l'occupation illégale du Haut-Karabakh par l'Arménie. De son côté, la Russie prône une stratégie de *soft power*, apaisant le conflit et instaurant un cessez-le-feu en vue d'établir un équilibre des forces et de consolider un rôle géopolitique de premier plan dans la région du Caucase du Sud.

Le pétrole et le gaz de Russie, d'Azerbaïdjan et de la mer Caspienne présentent un grand intérêt pour la Turquie et l'Europe. Dans les fonds de la mer Caspienne, se trouvent deux champs pétroliers géants qui concernent l'Azerbaïdjan : Azeri-Chirag-Gunashli et Shakhdenis. En effet, l'Azerbaïdjan constitue le nœud stratégique de plusieurs oléoducs et gazoducs qui transportent du pétrole brut et du gaz naturel liquéfié depuis la Russie et la mer Caspienne vers l'Europe et la Turquie. Aucun de ces gazoducs et oléoducs ne traverse la région du Haut-Karabakh, précisément en raison des tensions historiques et du conflit avec l'Arménie. Pour cette raison, les entreprises azerbaïdjanaises et le gouvernement azerbaïdjanais ont été contraints de rediriger ces grands gazoducs et oléoducs via la Géorgie. Si les mêmes oléoducs et gazoducs traversaient la région du Haut-Karabakh, cela réduirait considérablement le transport des produits énergétiques. L'un des plus importants est le gazoduc du Caucase du Sud, reliant la mer Caspienne à la Turquie en passant par la Géorgie. Il a été officiellement inauguré en 2007 et mesure 970 km de long. Le deuxième gazoduc le plus connu est le TAP (*Trans Adriatic Pipeline*), qui rejoint le gazoduc TANAP. Il a été ouvert en 2011, mesure 878 km de long et transporte du gaz naturel azerbaïdjanais via la Turquie vers l'Europe, et également via la Grèce, l'Albanie et la mer Adriatique. Le gazoduc TANAP (*Trans Anatolian Pipeline*) transporte le gaz naturel de la frontière orientale de la Turquie vers l'ouest, et assurera un transit stable à travers le pays.

Au début du conflit du Haut-Karabakh, la Russie a été surprise par l'intensité de l'aide turque – politique, militaire et diplomatique – à l'Azerbaïdjan. Face à la forte implication géopolitique de la Turquie dans la région, Moscou a adopté une approche pragmatique et asymétrique pour résoudre la crise, en essayant de préserver de bonnes

relations avec la Turquie et l'Azerbaïdjan, tout en garantissant ses intérêts géostratégiques nationaux dans le Caucase du Sud, la zone traditionnelle d'influence russe.

D'un autre côté, l'approche bilatérale entre la Russie et la Turquie pour conclure l'accord de paix de 2020 a marginalisé le rôle diplomatique et politique de l'Occident (États-Unis et UE) dans ce que l'on appelle le Groupe de Minsk de l'OSCE (composé de la Russie, de la France et des États-Unis) dans le Caucase du Sud, chargé depuis 30 ans de trouver des solutions aux problèmes.

La Russie et la Turquie ont également réussi à empêcher la pénétration de l'influence géopolitique iranienne dans la région, qui, depuis l'Empire perse jusqu'à la Première Guerre mondiale avait tenté de s'y positionner géopolitiquement. L'arrivée et le déploiement de soldats russes dans le Haut-Karabagh, où ils ne se sont jamais rendus depuis l'effondrement de l'URSS, représentent le plus grand succès géopolitique pour la Russie, étant donné qu'ils contrôleront deux corridors clés – celui de Latchine, et celui passant par l'Arménie, qui servira de voie de transport de l'Azerbaïdjan vers son territoire séparé du Nakhitchevan, ce qui n'était jusqu'à présent possible que via une route de détour plus longue passant par l'Iran voisin.

D'un autre côté, la Russie place une fois de plus l'Arménie dans une position de dépendance géopolitique à l'égard de la Russie, évitant ainsi un scénario bien plus désastreux. Bien que la Turquie ne soit pas signataire direct de l'accord tripartite, elle confirme pour la première fois depuis l'Empire ottoman sa pénétration géopolitique dans le Caucase du Sud et s'y positionne comme une puissance régionale. En instrumentalisant le conflit du Haut-Karabagh et en soutenant ouvertement l'Azerbaïdjan, la Turquie a réussi à affirmer son approche géopolitique néo-ottomane à l'égard du Sud.

Les relations sino-russes dans la région

La crise économique de 2008 a favorisé le renforcement de la Chine aux dépens de la Russie. Les deux pays n'avaient pas un simple partenariat énergétique et, en jouant un rôle plus actif en Asie centrale, la Chine a en réalité défié la domination russe dans la région. Pour sa part, la Chine (comme l'Inde) s'est montrée remarquablement silencieuse face à la crise en Ukraine, nombre d'entre eux ne partageant pas pleinement les préoccupations européennes.

La Chine est également le moteur de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) qui regroupe les pays d'Asie centrale, la Russie et l'Iran. Créé à l'origine pour résoudre les problèmes liés aux frontières, il a été utile à la Chine pour promouvoir

ses intérêts et pour renforcer sa propre position au Xinjiang, une région qui fait partie de la Chine. Pour la Russie, l'OCS a joué un rôle important dans le maintien de son influence vis-à-vis de la Chine, mais l'organisation offre également un terrain d'entente pour discuter des questions de sécurité, notamment du terrorisme, de l'extrémisme et du séparatisme.

Un rôle de plus en plus important de la Chine dans la région a été dévoilé en 2013 lorsque le président Xi a lancé son initiative « Nouvelle route de la soie » (BRI, *Belt Road Initiative*), avec le soutien d'un fonds de 16,3 milliards de dollars visant à renforcer les liens avec l'Europe, mais également à impliquer les pays situés le long de cette route stratégique.

L'activité économique de la Chine dans la région est motivée par ses besoins en énergie ; la Chine construit également des routes et des pipelines avec des investissements particulièrement importants dans le gaz du Turkménistan, peut-être plus que ce que le pays peut actuellement tirer, mais en fonction de ses importantes réserves. Cependant, comme en Afrique, la contribution de la Chine comprend également l'importation massive de main-d'œuvre chinoise et de compétences en construction, ce qui n'est pas très populaire ; il s'agit d'une réaction qui a pu être exacerbée au Tadjikistan par l'absence d'un grand nombre d'acteurs locaux travaillant en Russie. La Chine aspire avant tout à son propre développement économique au niveau mondial, et a besoin d'autant de matières premières et de ressources énergétiques que possible, qu'elle essaie d'obtenir partout, ce qui explique sa politique de diversification des voies d'approvisionnement en énergie. C'est pourquoi Pékin considère l'Asie centrale comme une immense réserve potentielle de matières premières et de ressources énergétiques.

Cependant, la Russie considère que de telles réserves se situent dans sa sphère d'influence, où elle cherche à renforcer son influence géopolitique et militaire, ce qui peut produire et intensifier la rivalité entre Moscou et Pékin. D'autre part, les intérêts commerciaux chinois ne font pas obstacle aux intérêts russes, et la dernière décennie a montré que l'expansion économique de la Chine en Asie centrale s'est faite au détriment des entreprises occidentales et non russes. Compte tenu de la réorientation géopolitique des États-Unis vers l'Asie, la Chine et la Russie pourraient même se soutenir mutuellement pour empêcher l'expansion de l'influence économique et géopolitique des États-Unis dans la région.

En raison de son importance stratégique et économique en matière d'énergie, l'Asie centrale reste inévitablement le centre de la compétition géoéconomique

et géopolitique entre les États-Unis, la Chine et la Russie, principalement dans le but de contrôler la profondeur stratégique du continent eurasiatique, qu'Halford Mackinder⁸ appelait le « *Heartland* »⁹ (ce qu'on appelle « l'île-monde » en français). Aujourd'hui, cette concurrence revêt des dimensions géoéconomiques et militaires.

Les stratégies de l'UE pour l'Asie centrale et le développement de la coopération économique avec les pays de cette région devront certainement prendre en compte le jeu géopolitique asymétrique de la Chine, de la Russie et des États-Unis dans cette région, dont dépendent la stabilité et la sécurité de cette même région. Il convient également de noter qu'en plus du projet chinois de ceinture économique de la Route de la Soie, les États-Unis tentent depuis 1999 d'appliquer leur propre « stratégie de la Route de la Soie » (étroitement liée à l'initiative du « Grand Moyen-Orient ») qui a été accompagnée par le déploiement de forces militaires américaines le long du bassin de la Caspienne et de la chaîne de montagnes Tien Shan avec l'établissement de bases militaires américaines au Kazakhstan et au Kirghizistan.

Il est clair, surtout avec la guerre russo-ukrainienne, que les défis et les intérêts géopolitiques, militaires et sécuritaires dans cette région sont étroitement liés aux dimensions économiques et géo-énergétiques. Les États-Unis sont conscients que l'UE représente un facteur important de stabilité régionale en Asie centrale, et que le renforcement de la coopération économique et de la connectivité entre les zones eurasiatique et d'Europe occidentale est certainement complémentaire au renforcement de la reconfiguration transatlantique géopolitique et sécuritaire en Asie centrale.

L'importance stratégique de l'Azerbaïdjan dans la géopolitique des gazoducs

L'Azerbaïdjan est une zone de transit cruciale pour le transport et la fourniture de gaz vers l'Europe depuis le bassin de la Caspienne. Son territoire se situe au centre de la rivalité géopolitique et énergétique entre le projet de gazoduc russe « *South Stream* » et le projet NABUCCO, et l'Azerbaïdjan, en tant que zone

8. Halford John Mackinder (1861-1947), géographe et ancien parlementaire britannique, généralement considéré comme le père fondateur de la géopolitique anglo-saxonne.

9. Mackinder Halford John (Sir), *The Geographical Pivot of History* (conférence Londres, Royal Geographical Society, 1904), Cosimo Classics, éd. 2020, 24 p. ; Vr. aussi : Mackinder Halford John (Sir), *Democratic Ideals and Reality: A Study in the Politics of Reconstruction*, Cosimo Classics, 1919 (éd. 2020), 156 p.

stratégique pour la construction du « Corridor Sud », est nécessaire au transport du gaz de la Caspienne vers l'Europe.

Dans ce contexte, quatre projets de gazoducs sont entrés en compétition :

- Gazoduc ITGI (Interconnexion Turquie-Grèce-Italie), dont les principaux porteurs du projet sont la société gazière grecque DEPA et italienne *Edison* ;
- Gazoduc TAP (*Trans Adriatic Pipeline*), avec comme principaux porteurs du projet la société norvégienne *Statoil* et la société suisse EGL. Ce gazoduc devait importer du gaz naturel de la région Caspienne vers l'Europe via la Grèce, l'Albanie et l'Italie, et devrait entrer en Grèce près de la ville de Néa Mesimvria pour sortir à la frontière gréco-albanaise au nord de la ville de Dipotamia (Grèce) ;
- Gazoduc NABUCCO, soutenu par l'UE et auquel participent les sociétés gazières nationales de Bulgarie, de Turquie, de Hongrie, de Roumanie et d'Allemagne (RWE) ;
- Gazoduc SEEP (*South-East Europe Pipeline*) proposé par BP.

Tous les investisseurs potentiels répertoriés avaient présenté leurs propositions. Depuis lors, le consortium SD (Shah Deniz) gère le plus grand gisement de gaz d'Azerbaïdjan, le champ de gaz de Shah Deniz (*Shah Deniz Gas Field*)¹⁰.

Cependant, le gazoduc TAP présentait un avantage par rapport aux autres projets en raison de sa qualité et de son concept flexible. Il est également significatif que la Turquie et l'Azerbaïdjan se soient mis d'accord sur les modalités juridiques et commerciales du transport du gaz de la région Caspienne vers l'Europe, ce qui renforçait considérablement la concrétisation des projets de gazoduc TAP et ITGI. Le transport du gaz azerbaïdjanais via le gazoduc TAP à travers l'Albanie permettait la traversée de la mer Adriatique vers l'Italie à sa profondeur la plus basse, ce qui permet également la connexion optimale du gazoduc vers d'autres pays d'Europe du Sud-Est. La Bosnie-Herzégovine a signé un accord ouvrant la possibilité d'une future expansion de la TAP en Bosnie-Herzégovine.

À cet égard, il convient de souligner qu'en raison de la faible connectivité énergétique et de la faiblesse des infrastructures d'interconnexion, la région d'Europe du Sud-Est reste encore largement dépendante du gaz russe. Le gazoduc Ionienne-Adriatique (IAP), qui s'étendrait de la Croatie à l'Albanie via la Bosnie-Herzégovine

10. Actionnaires du consortium SD : BP (29,99 %), TPAO (19 %), Lukoil (19,99 %), NICO (10 %), SGC (21,02 %).

et le Monténégro, serait connecté au gazoduc TAP, ce qui renforcerait l'intégration régionale énergétique.

Les pays d'Europe du Sud-Est devraient jouer un rôle important dans l'approvisionnement en gaz de l'Europe dans la période à venir. Le pipeline Ionienne-Adriatique (IAP) devrait se connecter au TAP au port albanais de Vlora et se connecter au Monténégro, à la Bosnie-Herzégovine et à une branche potentielle vers la Croatie. Les gazoducs dont la construction est envisagée via l'Europe du Sud-Est seront destinés à répondre aux besoins croissants des pays d'Europe du Sud-Est et d'autres pays de l'UE.

L'importance stratégique de l'Europe du Sud-Est dans le transit du gaz naturel (et de l'électricité) pour l'Europe est l'une des raisons de la création de la Communauté énergétique de l'Europe du Sud-Est (2006) sous les auspices et avec la participation active de la Commission européenne. Le président de la Commission européenne d'alors, Manuel Barroso, avait déclaré que la construction du projet « Corridor Sud », par lequel l'Europe sera approvisionnée en gaz de la Caspienne, revêtait une importance stratégique et impliquait la construction de nouveaux gazoducs, parmi lesquels le projet NABUCCO. Il avait également souligné qu'une telle nouvelle voie de transport garantirait la sécurité énergétique des consommateurs et des entreprises européennes, notant que l'Azerbaïdjan (les réserves de gaz de l'Azerbaïdjan s'élèvent à 2,2 billions de m³) fournirait suffisamment de gaz pour la mise en œuvre du projet de corridor sud.

Bien que le ministre azerbaïdjanais de l'énergie, Natig Aliyev (2013-2017), ait souligné à plusieurs reprises que son pays soutenait le gazoduc NABUCCO, il a également été souligné que le projet ITGI (Interconnexion Turquie-Grèce-Italie) jouait un rôle clé. ITGI est le projet le plus naturel et le plus opérationnel à ce jour car il existe déjà un corridor entre la Grèce et la Turquie, et son coût de 5 milliards USD rivalise avec le projet NABUCCO qui s'élève à 10 voire 20 milliards USD. La portée du projet ITGI correspond également aux capacités d'exportation de l'Azerbaïdjan.

La diplomatie russe avait tenté d'amener les autorités azerbaïdjanaises à accepter l'achat par la Russie du gaz azerbaïdjanais au prix européen. De cette manière, Bakou serait détourné du projet NABUCCO et des autres interconnexions gazières concurrentes en rejoignant le projet *South Stream*. Moscou cherchait également à isoler l'Azerbaïdjan en renforçant la coopération énergétique avec le Turkménistan et le Kazakhstan dans le domaine du gaz, en empêchant le développement de gazoducs

transcaspiens et en promouvant l'idée de former un homologue gazier de l'OPEP. En décembre 2011, il a été annoncé que l'Azerbaïdjan augmenterait de 50 % ses exportations de gaz naturel vers la Russie et que la société russe *Gazprom* achèterait 3 milliards de m³ supplémentaires de gaz naturel au cours de l'année à venir.

Dans ce contexte, l'importance énergétique de l'Azerbaïdjan doit toujours être recontextualisée dans l'ensemble géopolitique plus large du bassin mer Noire-Caucase-Caspienne. La Turquie et l'Azerbaïdjan ont signé, le 26 novembre 2011 à Ankara, un accord sur la construction d'un gazoduc qui acheminera du gaz vers le marché européen à travers le territoire turc. L'accord, signé par le ministre turc de l'Énergie Taner Yuldiz (2009-2015) et son collègue azerbaïdjanais Natig Aliyev, prévoyait la construction du projet « Trans-Anatolie », d'une valeur d'environ 5 milliards de dollars, qui devrait être réalisé en 2017. Environ 16 milliards de m³ de gaz devraient être transportés chaque année par ce gazoduc. Selon cet accord, les sociétés d'État – l'azerbaïdjanais *Socar* et les sociétés turques *Botas* et TPAO – sont les premiers partenaires du consortium, qui devrait également inclure d'autres sociétés étrangères. En concluant un partenariat avec la Turquie et d'autres partenaires de la zone du Sud-Est européen, l'Azerbaïdjan ne remettait pas en question le projet NABUCCO, mais s'efforçait de diversifier les routes d'approvisionnement grâce à la mise en œuvre de diverses interconnexions.

L'UE avait multiplié quant à elle les initiatives de réflexion et de positionnement géo-énergétiques dans la région du Caucase. Le 8 mai 2009 à Prague (République Tchèque) s'est tenu le sommet sur le thème « Corridor Sud – Nouvelle Route de la Soie » entre la « Troïka » de l'UE et les pays partenaires de Transcaucasie (Azerbaïdjan, Géorgie), d'Asie centrale (Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan), la Turquie et l'Égypte, ainsi que les observateurs : États-Unis, Russie, Ukraine, Banque Mondiale, BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement) et BEI (Banque Européenne d'Investissement). L'organisation d'un sommet avec les pays du Corridor Sud était une priorité de la présidence tchèque du Conseil de l'UE (janvier-juin 2009) dans les domaines de la PESC (Politique Étrangère et de Sécurité Commune), de l'énergie et de la sécurité énergétique.

Le sommet a abouti à la signature de la Déclaration, qui n'a toutefois pas été signée par les représentants des États d'Asie centrale. La déclaration des États parties prenantes exprimait leur soutien politique à la réalisation du Corridor Sud en tant qu'initiative importante et mutuellement bénéfique. Il a été souligné que le Corridor Sud était complémentaire d'autres partenariats et projets existants dans le domaine de l'énergie et du transit de l'UE. Toutes les parties ont convenu de fournir un soutien

politique, une assistance technique et financière à la construction du Corridor Sud, y compris des projets de transport d'énergie transcasprien, afin de soutenir la diversification des sources d'énergie, des marchés et des itinéraires de transport. La Déclaration stipulait que le renforcement des relations doit être lié aux principes de transparence, de non-discrimination, d'économie de marché, de rentabilité, de prévisibilité à long terme de l'environnement d'investissement et de conditions réglementaires stables, qui contribuent à la confiance mutuelle nécessaire à la réalisation de projets stratégiques dans le Corridor Sud. L'établissement d'un lien direct entre les deux rives de la mer Caspienne est l'un des éléments les plus importants d'une coopération énergétique efficace. Les signataires de la Déclaration soutiendront également l'approche régionale de la question des carburants de transport, qui comprend des projets au Machrek (Orient arabe), notamment en Égypte et en Irak. L'expansion des réseaux de transport transeuropéens vers la Turquie, le Caucase et l'Asie centrale sera réalisée, y compris une liaison avec le Moyen-Orient. Comme autres mesures concrètes, la Déclaration indiquait que la Commission européenne, le Conseil de l'UE et les pays partenaires signataires élaboreront un plan d'action afin de mettre en œuvre les conditions et mesures nécessaires pour soutenir le Corridor Sud.

Le Caucase au centre des rivalités géo-énergétiques

C'est dans cette zone que se manifeste la rivalité des superpuissances pour le traçage et le contrôle des *pipelines*. Le Caucase constitue une région géopolitique enclavée dotée d'une grande capacité énergétique dans laquelle trois superpuissances se confrontent pour la suprématie : la Russie, qui cherche à préserver et à renforcer sa frontière orientale ; la Chine, qui étend son influence sur la région en essayant de répondre à ses besoins énergétiques ; et les États-Unis, qui cherchent à restructurer toute la région en raison de leurs intérêts géostratégiques et énergétiques, tout en appliquant une politique d'endiguement vis-à-vis de la Russie.

Au fil des siècles, l'Asie centrale s'est constituée autour de cinq anciennes républiques soviétiques, s'étendant du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, du Turkménistan et du Tadjikistan, du Kirghizistan, jusqu'à la région chinoise du Xinjiang. Pour la planification militaire et géostratégique, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan ont accepté l'installation de bases militaires américaines.

Le Kazakhstan joue un rôle de coordination et de logistique pour les États-Unis dans toute la zone d'Asie centrale, qui s'inscrit également dans la logique du continuum géographique des empires russe et soviétique. La zone kazakhe constitue une zone tampon, un bouclier stratégique contre le « ventre mou » de l'Asie centrale.

Le bassin énergétique de la Caspienne est le centre névralgique de la géopolitique de l'Asie centrale et l'axe énergétique autour duquel rivalisent les puissances régionales et globales. Le nouveau « grand jeu mondial », opposant au XIX^e siècle l'empire Britannique à la Russie tsariste, s'est progressivement réactualisé à travers le jeu de rivalités géoéconomiques entre la Russie, la Turquie, la Chine, l'Iran, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'UE et les États-Unis, avec le tracé de projets de *pipelines* concurrents, tout cela dans le but de relier géostratégiquement cette région à la côte de l'Océan Indien, en passant par l'Afghanistan et le Pakistan. Le Caucase constitue la pièce maîtresse dans cet espace eurasiatique pontique où les forces opposées cherchent à contrôler le « grand croissant » qui s'étend de la Méditerranée au Pacifique, et cherchent ainsi à dominer le « balcon nord » (Turquie, Iran, Afghanistan, Tibet et Chine, le « balcon sud » étant constitué de la région Caspienne et de l'Asie centrale). Il ne faut pas oublier que dans le cadre de la stratégie américaine – et dans le droit fil des thèses de Zbigniew Brzezinski – « *Le Sud Caucase, dont la partie Est est traditionnellement intégrée au "pivot" de cet ensemble (le Heartland), y occupe une place relativement centrale et assez singulière* ». ¹¹

D'autre part, il ne faut pas oublier que le Caucase Sud, et plus particulièrement l'Azerbaïdjan, constitue dans la pensée stratégique américaine le verrou de l'Eurasie, l'Azerbaïdjan étant l'un des principaux pivots géopolitiques de l'échiquier eurasiatique. Si le pays est petit, il dispose de ressources énergétiques importantes. Il est le verrou stratégique qui scelle les richesses de la mer Caspienne et de l'Asie centrale. Aussi, les politiques d'endiguement américaines et occidentales s'efforcent d'empêcher que la Russie contrôle l'Azerbaïdjan, rendant ainsi l'indépendance de l'Asie centrale sans aucun intérêt. L'indépendance de l'Arménie, de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan a rendu la zone faible et en proie aux manœuvres d'influence turques¹².

Dans ce contexte, le traçage des oléoducs et gazoducs successifs et concurrents (BTC, BTE, TRACECA, CPC...) coïncidait avec les intérêts géostratégiques, diplomatiques et militaires opposés des différents acteurs de la région. Le bassin de la Caspienne constitue l'une des régions énergétiques les plus importantes avec d'énormes réserves de pétrole existantes et potentielles (les trois pays les plus riches de la région sont le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et le Turkménistan).

11. Vr. : Zarifian Julien, « La politique étrangère américaine, en dehors des sentiers battus : Les États-Unis au Sud Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie), de Bill Clinton à Barack Obama », *Politique américaine*, n° 19, 2012/1, pp. 69-92, lien : <https://www.cairn.info/revue-politique-americaine-2012-1-page-69.htm> (consulté le 26 avril 2024).

12. Brzezinski Zbigniew (contrib. Gérard Chaliand), *Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard, 1997, 273 p.

L'essor économique de la région est directement dépendant du développement des infrastructures de transport, les oléoducs reliant les zones de production aux ports de la mer Noire, de la Méditerranée et du golfe arabo-persique, et directement aux zones de consommation de Chine.

Pour les États-Unis et l'Europe – cette dernière avait lancé le programme régional de transport d'énergie TRACECA (*Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia*) – le pétrole de la région devrait être dirigé vers des terminaux de transport sur la mer Noire et la Méditerranée, afin de contourner la Russie, alors que l'Iran, puissance régionale, serait mis à l'écart.

En l'absence d'infrastructure terrestre, il est peu probable que la Chine ait accès au pétrole du bassin de la Caspienne, et elle devra se concentrer sur les importations en provenance de la région du Golfe Persique. Cependant, en 1997, la Chine a signé un accord bilatéral avec le Kazakhstan concernant un *pipeline* de 6000 km de long qui approvisionnerait la Chine d'une quantité brute de 20 millions de tonnes de pétrole. La majeure partie du pétrole du bassin de la Caspienne transitant par la Russie transite par les *pipelines* menant au port de Novorossiisk (Russie) sur la mer Noire. Un tel *pipeline* suppose le passage de superpétroliers à travers le Bosphore, ce qui suscite des inquiétudes chez la Turquie en matière de protection de l'environnement et de développement du tourisme. La Turquie a donc soutenu la construction du *pipeline* BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) dont le terminal mène directement à la Méditerranée. Un tel projet est soutenu par les États-Unis car il contourne l'Iran et réduit l'influence russe dans la région.

Afin de développer les ressources énergétiques, les producteurs du bassin de la Caspienne tentent de renforcer le réseau de *pipelines* déjà existants et de construire de nouvelles routes énergétiques vers la Méditerranée, la Chine, le Golfe Persique et l'Océan Indien. Parmi les projets de transport existants et potentiels en Azerbaïdjan, les plus importants sont : Bakou-Novorossiisk, Bakou-Soupsa, et Bakou-Midyad ; au Kazakhstan : Tengiz-Bakou-Novorossiisk, Tengiz-Bakou-Soupsa, Tengiz-Chine, Kazakhstan-Iran-Golfe ; au Turkménistan : Turkménistan-Pakistan, Turkménistan-Turquie, Turkménistan-Iran-Golfe, et Turkménistan-Chine. Toutes ces solutions sont politiquement et géostratégiquement sensibles car les routes traversent des pays instables : Tchétchénie, Géorgie, Arménie, Kurdistan turc, Iran, Afghanistan et Pakistan. Par conséquent, tous les pays disposant d'une capacité nominale d'exportation de pétrole et de gaz dirigent leurs routes de transport de gaz et de pétrole vers la Méditerranée, considérée comme la porte d'entrée du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient.

Les diverses dynamiques idéologiques et géopolitiques internes

Le « pancaucasisme », qui articule la spécificité culturelle et historique des « peuples des montagnes » (principalement musulmans) constitue un courant politique prônant la coopération et l'intégration de certains ou de tous les peuples du Caucase. Le pan-caucasisme a été à la base de la politique étrangère de la Géorgie et des militants tchéchènes depuis la dissolution de l'Union soviétique (le royaume médiéval de Géorgie a parfois été décrit comme un empire pan-caucasien. Pendant les guerres géorgiennes-seldjoukides, le Royaume de Géorgie a réussi à libérer tout le territoire du Caucase de l'Empire seldjoukide et à unir l'ensemble du Caucase sous une seule entité politique. Dans le Caucase du Nord, le pan-caucasisme a été lié à l'homme politique et historien abkhaze Stanislav Lakoba, à l'imamat du Caucase et à la guerre du Caucase.

L'imamat du Caucase, dirigé par l'imam Chamil, a notamment unifié les groupes ethniques disparates du Caucase du Nord en une formation politique singulière, qui a servi à mener une guérilla de vingt ans contre l'Empire russe. Historiquement, les tentatives d'intégration des différents États du Caucase se sont révélées de courte durée.

La République fédérative démocratique transcaucasienne (qui fut également connue sous l'appellation « Fédération transcaucasienne ») est une fédération éphémère ayant existé en avril-mai 1918. Située dans le Caucase, elle était composée des États actuels d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie ainsi que de territoires ensuite annexés par l'Empire ottoman et la Russie soviétique. La Fédération s'est effondrée un mois plus tard après le départ de la Géorgie, en raison de divergences irréconciliables en matière de politique étrangère avec les autres partis.

Les tentatives ultérieures visant à intégrer la Géorgie dans une entité régionale similaire ont conduit à une crise politique majeure au sein de la direction soviétique, les bolcheviks géorgiens considérant cela comme une tentative de limiter leur indépendance. Dans les années 1990, le Président géorgien Zviad Gamsakhourdia était favorable à une alliance régionale entre les peuples autochtones du Caucase ; cependant, il fut rapidement renversé, de sorte que « la réalisation de l'idée du Caucase... n'a jamais dépassé le niveau déclaratif ou les projets imaginatifs... ». Depuis la dissolution de l'Union soviétique en 1991, le pan-caucasisme est réapparu dans la sphère politique régionale, notamment en Tchétchénie et en Géorgie. En Géorgie, les sentiments pan-caucasiens se sont manifestés le plus fortement sous le Président Zviad Gamsakhourdia, qui recherchait une alliance politique, militaire

et économique entre Géorgiens, Tchétchènes, Abkhazes et Circassiens, basée sur l'idée de langues ibéro-caucasiennes partagées et d'une identité commune entre les peuples autochtones¹³.

Le président géorgien Zviad Gamsakhourdia avait forgé le concept d'un « foyer caucasien », qui comprenait un parlement régional pour le Caucase (« Forum du Caucase »), un « Conseil de coordination », une zone économique commune et une alliance contre les ingérences étrangères, alors que les Géorgiens avaient plusieurs « visions culturelles » de leur identité : l'identité chrétienne, le concept d'« européanité », le pan-caucasisme et l'opposition à la Russie. Cependant, « *la réalisation de l'idée du Caucase et de la Maison caucasienne n'a jamais dépassé le niveau déclaratif ou les projets imaginatifs...* », certains habitants considérant cette conception de la région comme un « espace raté » (étant donné sa prédisposition aux conflits).

Le président géorgien Edouard Chevardnadze a plaidé pour une coopération régionale entre la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie sous une forme plus réduite, avec son « Initiative pacifique du Caucase ».

La « montagne des peuples » des géographes arabes est devenue un des points chauds de la planète et cette région, dont on vantait naguère l'hospitalité, est aujourd'hui surtout connue pour ses conflits sanglants : les 4 conflits principaux (dans l'ordre chronologique : Abkhazie, Ossétie du Sud, district de Prigorodny – entre Ossétie du Nord et Ingouchie –, et Tchétchénie) ont tué sans doute plus de 80 000 personnes, principalement des civils, et entraîné l'exode de plus d'un million de réfugiés et personnes déplacées. Les trois premiers conflits ont fait l'objet de cessez-le-feu et sont aujourd'hui gelés, mais non résolus : la plupart des réfugiés n'ont toujours pas pu regagner leur résidence d'origine et les motifs de contestation demeurent. Quant au conflit tchétchène, en dépit des dénégations de Moscou, la guerre s'y poursuit, tuant selon les estimations entre 15 et 20 soldats russes par semaine, auxquels s'ajoutent combattants tchétchènes et victimes civiles¹⁴ !

13. Fawn Rick, *Ideology and National Identity in Post-Communist Foreign Policy*, Londres, Psychology Press (Routledge Classic Editions), 2003, pp. 93-94 (241 p.) ; Russo Alessandra, *Regions in Transition in Former Soviet Area. Ideas and Institutions in the Making*, Londres, Palgrave Macmillan, 2018, pp. 115-116 (240 p.), lien : <http://ndl.ethernet.edu.et/bitstream/123456789/61468/1/276.pdf> (consulté le 26 avril 2024).

14. Radvanyi Jean, « Grand Caucase, la “montagne des peuples” écartelée », *Hérodote*, n° 107, 2002/4, pp. 65-88, lien : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2002-4-page-65.htm> (consulté le 26 avril 2024).

Si l'on considère les deux versants de la chaîne et leur piémont, tant en Russie qu'ailleurs, les disparités sont énormes entre régions et plus encore entre différents groupes sociaux, recoupant souvent des différenciations claniques ou ethniques. S'agissant d'une région de montagne comme le Caucase, la multiplication des conflits a par ailleurs fait rejaillir un autre débat, renouvelant les polémiques sur le déterminisme géographique. « *13 des 18 conflits armés séparatistes contemporains dans le monde sont localisés dans des régions montagnardes* », affirme ainsi un auteur moscovite avant d'insister sur les caractères spécifiques de ces régions : enclavement et marginalisation, conservatisme et archaïsmes, faible productivité, « *antagonisme naturel entre les ethnies de montagne et de piémont* », qui contribuent selon lui à rendre compte de ce phénomène¹⁵.

La dialectique piémont-montagne

Le Caucase en tant que macro-région de l'Asie centrale, loin de constituer un ensemble géographique et ethnique homogène, recouvre des réalités géographiques et géo-historiques diverses. Paradoxalement, cette macro-région est à la fois une région enclavée et pontique, puisqu'elle constitue un espace intermédiaire entre l'Europe et l'Asie, ce qui explique qu'elle est, du Nord au Sud, au centre de dialectiques géopolitiques et géoéconomiques endogènes, à la fois centrifuges et centripètes, entre le Piémont et la montagne¹⁶, entre le « grand Caucase » et le Caucase « global » qui constitue une sorte de Caucase *opérateur*, lequel en raison de ses richesses en hydrocarbures est au cœur de stratégies régionales et globales rivales de désenclavement et de contrôle entre les puissances : Russie, Turquie, Iran, États-Unis et UE¹⁷.

15. Zaiats D., « Les problèmes de séparatisme dans les régions montagnardes », in *Rasselenie, etnokulturnaia mozaika, geopolitika i bezopasnost gornykh stran* (Peuplement, mosaïque ethnoculturelle, géopolitique et sécurité des pays montagnards), textes de la Conférence internationale de Stavropol, Université de Stavropol (Russie), 11-16 septembre 2001.

16. Le terme piémont désigne aussi plus généralement la zone géographique située au pied d'une chaîne de montagnes et ayant des liens d'ordre physique, démographique ou économique avec celle-ci. Vr. : Baud Pascal, Bourgeat Serge, Bras Catherine, *Dictionnaire de géographie*, Paris, Hatier (6^e éd.), 2022, p. 358.

17. Géographiquement et sur une ligne Nord-Sud, le Caucase est partagé entre le Caucase du Sud, appelé Transcaucasie, englobant la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la région de Kars (Turquie), et le Caucase du Nord, appelé Ciscaucasie, situé en Russie et incluant les républiques de Karatchaïévo-Tcherkessie, de Kabardino-Balkarie, d'Ossétie du Nord, d'Ingouchie, de Tchétchénie et du Daghestan. Administrativement, la Ciscaucasie inclut aussi la république d'Adyguée, le kraï de Stavropol et le kraï de Krasnodar.

Ainsi, le Caucase « profond », que des géographes arabes nommaient la « montagne des peuples », correspond géographiquement au « Grand Caucase », cette chaîne montagneuse qui s'étend du Nord-Ouest au Sud-Est, entre la péninsule de Taman sur la mer Noire jusqu'à la péninsule d'Abşeron sur la mer Caspienne et du Caucase de l'Ouest près de Sotchi (Russie) sur les bords de la mer Noire jusqu'à Bakou (Azerbaïdjan) sur la mer Caspienne.

Le Grand Caucase est considéré comme une limite continentale entre l'Europe et l'Asie. La chaîne du Grand Caucase est divisée en trois parties : le Caucase occidental, de la mer Noire au mont Elbrouz ; le Caucase central, du mont Elbrouz au mont Kazbek ; le Caucase oriental, du mont Kazbek à la mer Caspienne. Le Grand Caucase est complété, au sud, par le Petit Caucase, les deux chaînes étant reliées par la Chaîne de Likhi (Géorgie). En tant que région enclavée et difficile d'accès, une importante voie de communication traverse cette chaîne montagneuse, la route transcaucasienne qui relie la Russie à la Géorgie via le tunnel de Roki, et c'est cette situation d'enclavement qui explique les nombreuses stratégies routières et géoéconomiques de désenclavement mises en œuvre par de nombreuses puissances régionales.

Les deux versants de la chaîne caucasienne sont en effet bordées par leur piémont, tant en Russie (l'ancienne région économique « Caucase nord » moins la région de Rostov) qu'au Sud-Caucase (Azerbaïdjan et Géorgie), qui exercent leurs influences géopolitiques et géoéconomiques sur ces régions aux disparités régionales, claniques et ethniques considérables. D'autre part, à ces stratégies d'influences externes viennent s'ajouter des dynamiques historico-idéologiques et géopolitiques endogènes ainsi que de différentes traditions politiques, tels que le sécessionnisme/indépendantisme (Abkhazie, Tchétchénie), clanisme, nationalisme et pan-caucasisme, très souvent hérités de l'histoire.

Les grilles de lecture des crises caucasiennes

D'autre part, la plupart des modèles explicatifs des différentes crises de la région sont très souvent tributaires d'une approche et d'une méthode « balkanocentriste » de la région, réduisant l'analyse des sources des conflits caucasiens à un certain déterminisme géographique. En effet, les 4 conflits principaux (Abkhazie, Ossétie du Sud, district de Prigorodny, Tchétchénie) ont tué sans doute plus de 80 000 personnes et entraîné l'exode de plus d'un million de réfugiés et personnes déplacées dans la région¹⁸. Même si la plupart des régions du Caucase ont été touchées par

18. Radvanyi Jean, « Grand Caucase, la "montagne des peuples" écartelée », *op. cit.*

de multiples conflits et guerres récentes, elles ont subi des conséquences pluridimensionnelles : afflux de populations traumatisées, modification des mosaïques ethniques, effets de la crise générale de l'économie régionale.

La plupart des grilles de lectures géopolitiques révèlent un certain tropisme analytique, tendant à analyser le « Caucase » en le réduisant aux seuls piémonts, ce qui équivaut à ignorer la « périphérie » des régions montagneuses comme par exemple le Daghestan, et faire l'abstraction de réalités culturelles et ethniques diverses des communautés montagnardes de ces régions. Par ailleurs, force est de constater que le Caucase semble aujourd'hui profondément divisé selon une ligne qui sépare la Russie du Sud-Caucase. L'éventualité d'une autre division évoquée à la faveur d'un jeu de dominos lié à la crise tchéchène et séparant les piémonts nord (au-delà d'une ligne Kizliar-Piatigorsk-Krasnodar), qui seraient demeurés russes, de la chaîne principale, avec ses peuples montagnards qui se seraient rattachés à la Transcaucasie, ne s'est pas réalisée.

Néanmoins, la guerre en Ukraine, avec son impact à la fois régional et global influant sur le rapport de force géostratégique entre la Russie, les USA et l'UE, l'Iran, la Turquie et la Chine, ainsi que les répercussions multiples de la guerre au Moyen-Orient sur la région de l'Asie centrale et la réactivation de l'islamisme radical dans le Caucase, révèlent déjà de nombreuses interactions entre les deux versants Ciscaucasien du Nord et Transcaucasien du Sud. ■

Éléments bibliographiques

Ouvrages :

- Baud Pascal, Bourgeat Serge, Bras Catherine, *Dictionnaire de géographie*, Paris, Hatier (6^e éd.), 2022, 624 p.
- Brzezinski Zbigniew (contrib. Gérard Chaliand), *Le grand échiquier : L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard, 1997, 273 p.
- Fawn Rick, *Ideology and National Identity in Post-Communist Foreign Policy*, Londres, Psychology Press (Routledge Classic Editions), 2003, 241 p.
- Gurbanov Turab, *Le pétrole de la Caspienne et la politique extérieure de l'Azerbaïdjan. Tome 1 : Questions économiques et juridiques*, Paris, l'Harmattan, 2007, 304 p.
- Hoesli Eric, *À la conquête du Caucase : Épopée géopolitique et guerres d'influence*, Paris, éd. des Syrtes, 2006, 686 p.
- Lussac Samuel (préf. Christophe-Alexandre Paillard), *Géopolitique du Caucase. Au carrefour énergétique de l'Europe de l'Ouest*, Paris, éd. Technip, 2009, 186 p.

- Mackinder Halford John (Sir), *Democratic Ideals and Reality: A Study in the Politics of Reconstruction*, Cosimo Classics, 1919 (éd. 2020), 156 p.
- Mackinder Halford John (Sir), *The Geographical Pivot of History* (conférence Londres, Royal Geographical Society, 1904), Cosimo Classics, éd. 2020, 24 p.
- Russo Alessandra, *Regions in Transition in Former Soviet Area. Ideas and Institutions in the Making*, Londres, Palgrave Macmillan, 2018, pp. 115-116 (240 p.), lien : <http://ndl.ethernet.edu.et/bitstream/123456789/61468/1/276.pdf> (consulté le 26 avril 2024).

Articles consultés :

- Malachenko A., « Severnyi Kavkaz : kogda zakončilas voïna » (Caucase-Nord, quand la guerre s'achève), *Pro i Kontra*, septembre 2008.
- Radvanyi Jean, « Caucase : la marche turbulente de la Fédération de Russie », *Hérodote*, n° 138, 2010/3, pp. 8-26, lien : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2010-3-page-8.htm> (consulté le 26 avril 2024).
- Radvanyi Jean, « Grand Caucase, la “montagne des peuples” écartelée », *Hérodote*, n° 107, 2002/4, pp. 65-88, lien : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2002-4-page-65.htm> (consulté le 26 avril 2024).
- Clavier Henri, « Haut-Karabakh : pourquoi l'Arménie est aussi isolée diplomatiquement ? », *Public Sénat* (site internet), 4 octobre 2023, lien : <https://www.publicsenat.fr/actualites/international/haut-karabakh-pourquoi-larmenie-est-aussi-isolee-diplomatiquement> (consulté le 26 avril 2024).
- Zaiats D., « Les problèmes de séparatisme dans les régions montagnardes », in *Rasselenie, etnokulturnaïa mozaïka, geopolitika i bezopasnost gornykh stran* (*Peuplement, mosaïque ethnoculturelle, géopolitique et sécurité des pays montagnards*), textes de la Conférence internationale de Stavropol, Université de Stavropol (Russie), 11-16 septembre 2001.
- Zarifian Julien, « La politique étrangère américaine, en dehors des sentiers battus : Les États-Unis au Sud Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie), de Bill Clinton à Barack Obama », *Politique américaine*, n° 19, 2012/1, pp. 69-92, lien : <https://www.cairn.info/revue-politique-americaine-2012-1-page-69.htm> (consulté le 26 avril 2024).